



Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX  
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-  
durable.gouv.fr

Nevers, le 03/03/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2025

### **Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUMIRIKO Rubber Compounding France**

Usine des Caillots  
58300 Decize

Références : 250088  
Code AIOT : 0005401335

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France implanté Usine des Caillots BP 101 58300 Decize.  
Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une inspection réactive suite à une fuite de canalisation d'eau industrielle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots BP 101 58300 Decize
- Code AIOT : 0005401335    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007, modifié.

L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploi actuellement environ 90 (sur deux entités, une dédiée à la production "SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE" : environ 40 salariés ; une dédiée à la R&D : 50 salariés).

La société ANVIS, qui était locataire d'une partie du site, a déménagé en début d'été 2023.

**Contexte de l'inspection :** Contexte de l'inspection

**Thèmes de l'inspection :** Accident

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

La visite sur le lieu de l'incident a permis de constater où se situaient les canalisations (par rapport au tracé réalisé par l'exploitant), et l'ampleur des travaux réalisés. La société SUMIRIKO a géré la situation. Elle est intervenue directement, notamment la nuit. Une entreprise extérieure a été missionnée afin d'investiguer et de réparer la canalisation.

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	2 Mois
8	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration accident ou incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	
2	Prévention des accidents et des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 7	
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	
4	État des matières sèches	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
5	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	
9	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

L'exploitant doit :

- mettre en place un compteur avec système d'alerte à l'entrée du site ;
- fournir le plan actualisé de l'ensemble des réseaux d'eaux industrielles et pluviales (depuis les puits de captage jusqu'à l'usine).

Le projet de mise en circuit fermé viendra sécuriser le fonctionnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration accident ou incident

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69

**Thème(s) :** Situation administrative      Déclaration accident ou incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La DREAL a été informée par voie de presse le 29/01/2025 qu'une rupture de canalisation d'eau industrielle a entraîné l'arrêt de production le 28/01/2025. L'inspection a pris contact afin de connaître les causes de l'incident et demande à ce qu'une notification d'incident et un rapport soit établi.

Dans la nuit de mardi 28/01/2025 vers minuit, les outils de production se sont arrêtés par manque d'eau process. L'historique de consommation montre que la fuite a été progressive.

SUMIRIKO est intervenu immédiatement pour réaliser un diagnostic. Aucune fuite n'a été décelée au niveau de l'usine.

La pompe permettant de prélever dans la Loire s'est arrêtée. Après plusieurs essais de réamorçage, aucun résultat.

Le lendemain, l'exploitant a été informé qu'une fuite d'eau sur le parking devant le magasin CENTRAKOR avec soulèvement du bitume a été déclarée. L'eau a rempli le sous-sol très poreux (remblai sur 1,2 m) de l'ensemble du parking avant de sortir à la surface.

Une rupture de canalisation serait à l'origine de l'incident.

Après investigation par un prestataire extérieur, la canalisation a été endommagée par les travaux réalisés pour l'extension du magasin CENTRAKOR.

Les réparations ont été engagées le jeudi après-midi et la production a pu reprendre le 31/01/25 vers 22 H 00.

Le trou a été bouché le vendredi 31/01/2025. L'enrobé de la zone reste encore à faire.

Le SDIS, le service des eaux de la mairie de Decize, la police municipale ont été informés.

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels      Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

**Constats :**

L'incident a généré énormément de gravats. 170 m<sup>3</sup> de déchets inertes ont été évacués.

Les déblais étaient en majorité de la démolition de pierre, béton, brique et sable en fond de fouille.

Ceux-ci ont été concassés et recyclés en matériaux de remblais.

Aucune pollution de la rivière Aron suite à la rupture de la canalisation principale n'a été constatée.


**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Localisation des risques	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>	
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux. Celui-ci fait apparaître la canalisation, montrant qu'elle sort du site. La fuite d'eau liée à la rupture de canalisation se situe sur le parking devant le magasin CENTRAKOR.</p> <p>Lors de l'extension du magasin CENTRAKOR, les travaux réalisés n'ont pas respecté une distance minimale de 5 mètres par rapport à la canalisation de 500 mm. L'extension a été réalisée sans autorisation préalable de la société SUMIRIKO.</p> <p>Les photos des canalisations montrent un choc. La réalisation de ces fondations a pu endommager la canalisation.</p> <p>Lors de la visite sur le lieu de l'incident, le tracé montre que les canalisations longent l'extension du bâtiment de quelques dizaines de centimes, voire dessous l'extension du bâtiment dans le prolongement du tracé.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

#### N° 4 : État des matières sèches

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      État des matières sèches	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.	
<b>Constats :</b>  La consommation liée à la rupture de canalisation est estimée à 3 585 m <sup>3</sup> . Il ne s'agit que de l'eau pompée dans la nappe phréatique en vue du fonctionnement de l'installation.  Aucun autre impact n'est à déplorer.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

#### N° 5 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	
<b>Prescription contrôlée :</b>  A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.  Il assure : <ul style="list-style-type: none"><li>• le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li><li>• la tenue à jour des procédures ;</li></ul>	



- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

#### Constats :

Suite à l'incident, les pompes se sont automatiquement arrêtées faute d'eau pour la production. L'exploitant a immédiatement fait intervenir une entreprise extérieure pour procéder aux investigations et la réparation de la canalisation.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 6 : Surveillance et réseau de détecteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

**Thème(s) :** Risques accidentels      Surveillance et réseau de détecteurs

#### Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant

respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.

Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.

C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

#### Constats :

Aucun dispositif de contrôle à part la différence de pression n'a permis de mettre en évidence la fuite d'eau.

L'exploitant ne mesure pas le débit sortant de la station de pompage.

L'exploitant prévoit de mettre en place un compteur avec système d'alerte à l'entrée du site.

#### Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

### N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels Formation du personnel

#### Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

Le service maintenance est directement intervenu dans la nuit suite à l'arrêt de production et d'alimentation en eau. L'exploitant a été informé par le responsable du magasin CENTRAKOR d'une fuite d'eau sur le parking devant le magasin le lendemain matin. Une entreprise extérieure a été sollicitée afin de faire une recherche des investigations.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

**N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels      Consignes d'exploitation et de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des

registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### Constats :

Le plan de l'architecte montre l'emplacement des canalisations conforme à 5 mètres du bâtiment.

Le plan des réseaux a été adressé à l'inspection.

Après visite sur le lieu de l'incident, il est constaté que les canalisations ne sont pas disposées à 5 m de l'extension du magasin CENTRAKOR. En effet, le tracé montre que les canalisations longent le bâtiment.

La société CENTRAKOR a fait les travaux d'extension du local commercial. Les travaux ont été effectués à proximité des canalisations. La société SUMIRIKO indique ne pas avoir été saisie de cette demande.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le plan actualisé de l'ensemble des réseaux d'eaux industrielles et pluviales (depuis les puits de captage jusqu'à l'usine).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

## N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels      Moyens d'intervention en cas d'accident

**Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

**Constats :**

La production a été arrêtée par manque d'eau.

L'absence de dispositif d'alerte ne permet pas de détecter :

- les dysfonctionnements survenant sur le réseau,
- les éventuelles fuites sur la canalisation Ø 500 mm et d'une longueur supérieur à 1 000 m

Nota : l'exploitant a prévu d'installer un circuit fermé pour ses eaux de process (refroidissement), échéance: 2026 / 2027.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**